

AVIS DE SOUTENANCE DE THÈSE EN COTUTELLE

Madame Mariama SARR

Candidate au Doctorat de Géographie spécialité Aménagement,
de l'Université de Pau et des Pays de l'Adour
En cotutelle avec l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, Dakar (SENEGAL)

Soutiendra publiquement sa thèse intitulée :

Accès à l'électricité et développement dans les espaces ruraux sénégalais: le cas de l'énergie solaire dans la concession de Kolda-Vélingara-Médina Yoro Foulah (KVM).

Dirigée par Madame SYLVIE CLARIMONT et Monsieur Mamadou Bouna Timera

le 17 décembre 2025 à 14h00

Lieu : Domaine universitaire de Pau

Salle : des thèses

Composition du jury :

Mme SYLVIE CLARIMONT, Professeur des universités	Université de Pau et des Pays de l'Adour	Directrice de thèse
M. Mamadou Bouna TIMERA, Professeur	Université Cheikh-Anta-Diop	Co-directeur de thèse
M. Guillaume LACQUEMENT, Professeur des universités	Université de Perpignan Via Domitia	Rapporteur
M. Cheikh FAYE, Maître de conférences HDR	Université Assane Seck de Ziguinchor	Rapporteur
Mme Aminata Niang DIENE, Professeur	Université Cheikh-Anta-Diop	Examinateuse
Mme Pascale TROMPETTE, Directeur de recherche CNRS	Université Grenoble Alpes	Examinateuse
M. Xavier ARNAULD DE SARTRE, Directeur de recherche CNRS Centre national de la recherche scientifique		Examinateur

Mots-clés : solaire photovoltaïque, accès à l'énergie, espace rural, développement

Résumé :

Environ 600 millions de personnes sans électricité dans leurs foyers vivent en Afrique subsaharienne. À l'instar des autres pays d'Afrique de l'Ouest, le Sénégal est confronté à des défis comme la réduction de la pauvreté énergétique, le déséquilibre de fourniture des services énergétiques de base pour sa population rurale et la correction des inégalités territoriales. En 2024, 15 264 localités rurales sénégalaises représentant environ 4 millions d'habitants sont dépourvues d'énergie électrique. Les réseaux conventionnels se concentrent sur les espaces urbains, quasi absents dans les espaces ruraux. Malgré un potentiel d'ensoleillement solaire supérieur à celui de l'Allemagne qui est leader en matière de production électrique solaire, la question de l'accès à l'électricité dans les espaces ruraux sénégalais se pose avec acuité. Pourtant, l'agence sénégalaise d'électrification rurale (ASER) à travers certains de ses opérateurs s'est engagée, depuis déjà près de deux décennies, dans une logique de déploiement de systèmes solaires décentralisés pour la fourniture de services électriques pour les populations rurales. Comment expliquer ce retard persistant dans l'électrification rurale alors que des moyens importants semblent être déployés par l'État sénégalais pour la généralisation de l'accès à l'électricité ? Une analyse géographique reposant à la fois sur le recueil de données secondaires, cartographiables, et de données primaires par le biais d'enquêtes qualitatives (auprès d'acteurs de l'électrification, à différentes échelles) et quantitatives (auprès de ménages ruraux) s'est avérée nécessaire pour établir l'état des lieux de l'électrification rurale. Comprendre les obstacles à la territorialisation des politiques nationales d'électrification rurale, saisir la gouvernance de celle-ci et les interrelations complexes entre les différentes catégories d'acteurs énergéticiens, dans un contexte où le gouvernement envisage un accès universel à l'électricité, à très court terme, à l'horizon 2030. L'approche se veut multiscalaire combinant une analyse à l'échelle nationale puis un focus la une concession rurale à la situation difficile, dans laquelle l'électrification n'a que très peu progressé : celle de Kolda- Vélingara-Médina Yoro Foulah, au sud-est du pays. C'est dans cette concession qu'ont été menées les enquêtes par questionnaire 452 au total afin de mieux appréhender les pratiques énergétiques des ménages ruraux. L'analyse des données collectées révèle les limites de l'ASER dans sa mission d'assistance technique et financière pour l'accès à l'électricité des populations rurales. La multiplicité des acteurs dans le secteur rend la gouvernance intrinsèquement complexe. Cette gouvernance « polycentrique » entraîne un manque de coordination et devient source de conflits et de rivalités. Une harmonisation des politiques énergétiques à différentes échelles (nationale, locale) est indispensable pour assurer la cohérence et la viabilité des solutions décentralisées proposées. À l'échelle locale, bien que certains ménages recourent aux solutions photovoltaïques pour l'éclairage domestique, celles-ci ne constituent pas pour autant un mode pérenne et équitable de fourniture d'électricité. La difficulté réside moins dans l'acceptabilité des projets solaires que dans leur réelle appropriation sociale. Finalement cette thèse démontre la nécessité d'une approche territoriale et inclusive associant les acteurs locaux dans les projets d'accès à l'électricité et plaide pour le dépassement de la logique marchande dans la fourniture de ce qui demeure un service public afin que la source solaire devienne ressource à l'échelle de l'ensemble du territoire national.